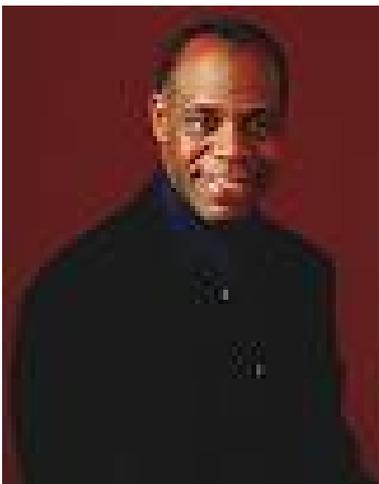


<http://ugtg.org/spip.php?article867>



Racisme - Durban II : Race & Obama administration, par D. Glover

- Repères - Débattre -



Date de mise en ligne lundi 20 avril 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

La conférence de Durban II contre le racisme faisant suite à Durban I débute à Genève, le 20 avril prochain et s'achève le 24.

En Europe et aux Etats-Unis une campagne de désinformation et d'intimidation a été lancée par les partis de la haine :

➤ **Aux USA et en France, notamment, les partisans de la théorie du choc des civilisations et les inconditionnels soutiens à la politique de l'Etat d'Israel au proche orient. En France, les mêmes ont aussi lancé une campagne de négation de l'esclavage comme crime contre l'humanité et dans une propagande négrophobe autour de la théorie néo fasciste du racisme anti-blancs.**

Choqué que son pays et tout particulièrement la nouvelle administration Obama boycotte cette conférence, l'acteur, réalisateur et producteur afro-américain, [Dany Glover](#) a écrit le 8 avril dernier pour [The Nation](#) [1], un article pour fustiger l'attitude du président Barack Obama.

En 2001, je me suis rendu à Durban, en Afrique du Sud, pour me joindre aux dizaines de milliers de personnes qui venaient participer sous l'égide des Nations Unies, à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance.

Plus de 2000 provenaient des Etats-Unis. Un arc-en-ciel de personnes traversant toutes les lignes raciales, ethniques, nationales, de langues, de statuts d'immigration, de religions et bien plus avait rejoint un public aussi divers que variés. Ceci a été une occasion extraordinaire de se rencontrer, de discuter, d'argumenter et d'élaborer des stratégies sur la façon de débarrasser ce monde, de ces maux depuis longtemps.

En 2001, nous avons participé parallèlement à la délégation officielle des Etats-Unis à la Conférence de Durban I. Ceci fut un énorme défi.

L'administration Bush était réticente à l'idée mais avait accepté d'y participer à contrecœur. Pour lui, il n'y avait pas un réel engagement vis-à-vis de la lutte contre le racisme. De même, être le fer de lance ou jouer le leadership de toutes les discriminations lui importait peu.

Lorsque ce Gouvernement jugea mauvaises, certaines parties de la soixantaine de pages que comportait le document final, il a claqué la porte de la conférence à tort. Ceci explique les échecs constants de l'histoire des Etats-Unis. Il est surprenant que notre pays ne puisse pas prendre la mesure des conséquences désastreuses de son propre héritage à savoir le racisme, point sur lequel, le procureur général Eric Holder a formulé un avis.

La Déclaration de 2001 a mis en exergue de puissantes vérités. A titre d'exemple cette citation : « *Nous reconnaissons et regrettons profondément les énormes souffrances humaines et le sort tragique de millions d'hommes, de femmes et d'enfants causés par l'esclavage, la traite des esclaves, la traite négrière transatlantique, l'apartheid, le colonialisme, le génocide, et appelons les États concernés à honorer la mémoire des victimes des tragédies passées. Affirmons que, partout où se produiront des actes similaires, ils doivent être condamnés et surtout empêcher qu'elles ne se reproduisent.* » Un autre volet du texte indique : « *Nous reconnaissons le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant, et nous reconnaissons le droit à la sécurité pour tous les États de la région, y compris Israël, et appelons tous les États à appuyer le processus de paix et de l'amener à une conclusion rapide.* »

Aujourd'hui, huit ans plus tard, l'Organisation des Nations Unies a procédé à la convocation de la Conférence d'examen de Durban, à Genève, en Suisse, du 20 avril au 24 avril 2009. Il s'agira d'examiner et

d'évaluer les progrès réalisés depuis 2001. Les membres ont travaillé pendant deux ans pour élaborer un document final qui évalue l'analyse actuelle et les défis. Ce document, qui appelle à des mesures particulières afin de fournir un soutien et des réparations à toutes les victimes des deux conflits mondiaux, ainsi qu'aux descendants d'esclaves de l'Union européenne et à ceux qui font face à des formes contemporaines de discrimination et de politiques d'apartheid, comme le Roms, les Dalits (Les intouchables indiens), et les Palestiniens.

L'administration Obama a rejeté cette mouture.

Cette année, nous avons pensé que les choses seraient différentes. Notre pays a gagné une grande partie dans notre longue lutte contre le racisme, en élisant le premier président afro-américain. Et peut-être plus important encore, c'est la mobilisation des personnes qui ont fait l'élection de Barack Obama qui a vu l'introduit des plus jeunes, notamment dans la communauté africaine-américaine et des autres minorités visibles. Ceci ne doit pas nous faire dormir sur nos lauriers. Il reste beaucoup à faire. Il est donc grand temps pour que notre nation prenne un engagement politique, celui de reconnaître qu'un point important a été marqué, face au douloureux combat pour la justice. Plus que jamais donc, il nous revient naturellement, d'offrir un leadership mondial dans le Forum des Nations Unies organisé à Genève pour combattre le sectarisme et l'injustice.

Dans un effort supplémentaire, pour répondre aux préoccupations des uns et des autres, l'Organisation des Nations Unies a publié un nouveau « document final », dépouillé de toutes les données polémiques considérées comme offensantes. Pourtant, nous sommes confrontés à la triste réalité que notre président, le premier afro-américain à diriger ce pays, celui-là même qui a suscité l'espoir chez les victimes de l'injustice dans le monde entier et les a encouragé à défendre la dignité de leurs droits, n'a pas encore indiqué s'il allait envoyer une délégation officielle ou s'il continuait à s'abstenir de tout ce processus.

2009, marque la révision de la Conférence de Durban de 2001 contre le racisme. Ce moment doit être une occasion pour l'administration du président Obama de revenir sur le devant de la scène et rejoindre les délibérations visant à faire progresser encore davantage la lutte contre les injustices. Sans cela, notre histoire de lutte contre le racisme ne peut se réclamer comme étant l'héritage du mouvement des droits civiques dirigé par des personnes comme Fanny Lou Hamer et Dr. Martin Luther King Jr.

Depuis vingt ans, le député John Conyers, doyen de la [Congressional Black Caucus \[2\]](#), a mis chaque année en place, un projet de loi engageant les États-Unis à former une commission chargée d'étudier si des réparations sont une réponse appropriée à la persistance de l'esclavage dans notre pays. La Conférence d'examen de Durban II ne serait-ce l'endroit idéal pour l'administration Obama de soutenir le recours recommandé par la communauté mondiale des nations à surmonter les effets du racisme, de l'esclavage, de l'antisémitisme, de l'apartheid et des autres formes de discrimination ?

Cette conférence des Nations Unies ne serait-ce pas exactement le bon endroit pour notre nouveau président de montrer à la face du monde que son administration s'est engagée à « changer » ? Nous ne pouvons croire en la signification du rejet de notre pays, déjà terni par l'héritage de la violation du droit international vis à vis de l'Organisation des Nations Unies. Est-ce cela l'exception américaine que de nombreux dirigeants dans le monde attendent des États-Unis ? Pour montrer le changement, ne serait-ce pas une occasion en or, de rappeler au monde que, même si le document final ne met pas en exergue le nom de chaque pays, les États-Unis ont un devoir : celui d'aider des victimes de discrimination compte tenu de notre base identitaire. Surtout, venir en aide aux plus vulnérables, tout particulièrement les apatrides qui ont besoin de l'attention de la communauté internationale. Nous leur avons promis une assistance accrue, non ?

Cela devrait être l'occasion pour les États-Unis de rejoindre la lutte mondiale contre le racisme, cette lutte que l'administration Bush avait abandonné avec arrogance. J'espère que le président Obama sera d'accord sur

le fait que les États-Unis doivent participer avec les autres nations, de façon à mieux appréhender ces questions difficiles et la manière de surmonter le racisme et les autres formes de discrimination et d'intolérance puis, d'examiner la manière par laquelle on pourrait fournir des réparations aux victimes. Notre pays a certainement beaucoup à apprendre, et peut-être, pour la première fois depuis longtemps, nous avons quelque chose à partager avec le reste du monde dans la poursuite de notre longue lutte contre les injustices, par le biais de la nouvelle administration.

Dany Glover [3]

Dany Glover est un acteur et militant afro américain [4]. Il est également président du "Conseil d'administration" du Forum Trans africain des réalisateurs.

Post-Scriptum

L'article original en anglais

Source : [The Nation](#) : **Race and the Obama Administration, By Dany Glover**

In 2001 I traveled to Durban, South Africa, to join the tens of thousands of people who came to participate in the United Nations-sponsored World Conference Against Racism, Racial Discrimination, Xenophobia and Related Intolerance. More than 2,000 came from the United States, a rainbow of people crossing all lines—racial, ethnic, national, language, immigration status, religious and much more—joining an equally diverse crowd from across the globe. It was an extraordinary opportunity to meet, discuss, argue and strategize over how to rid the world of these longstanding evils.

Our participation paralleled that of the official US delegation. And that's where we faced a huge challenge. The Bush administration team, having only grudgingly agreed to participate at all, made clear they had no real commitment to fighting racism or offering leadership on other challenging issues of discrimination. When they didn't like a few small parts of the sixty-one-page text, they packed up and walked out of the conference. It was a sad but hardly surprising moment, exposing once again the history of US failures to take seriously the consequences of its own legacy of racism, a point most recently made by Attorney General Eric Holder.

The 2001 Declaration expressed powerful truths. It stated : "We acknowledge and profoundly regret the massive human suffering and the tragic plight of millions of men, women and children caused by slavery, the slave trade, the transatlantic slave trade, apartheid, colonialism and genocide, and call upon States concerned to honour the memory of the victims of past tragedies and affirm that, wherever and whenever these occurred, they must be condemned and their recurrence prevented." Another part declared, "We recognize the inalienable right of the Palestinian people to self-determination and to the establishment of an independent State and we recognize the right to security for all States in the region, including Israel, and call upon all States to support the peace process and bring it to an early conclusion."

Now, eight years later, the United Nations is convening the Durban Review Conference in Geneva April 20 to 24 to review and assess the progress since 2001. Member nations have toiled for two years to craft an outcome document that assesses the current analysis and challenges. This document—which called for particular measures to provide support and reparations to all the victims both of long-ago histories, like the descendants of the European-Atlantic slave trade, and those facing contemporary forms of discrimination and apartheid policies, such as the Roma, the Dalits (India's "untouchables") and the Palestinians—was rejected by the Obama administration.

This year we thought things would be different. Our country has taken a huge step in our long struggle against racism : we have elected our first African-American president. And perhaps more important, the mobilization of people who made Barack Obama's election possible brought more young people of color into political action, with others of various ethnic and political backgrounds, than perhaps any campaign before. It is a moment not to sit on our laurels ; certainly, we have much farther to go. But it is certainly a moment for our nation's political leadership to acknowledge a new marker in the long and painful struggle for justice, and a time to offer global leadership in the United Nations forum organized to combat bigotry and injustice.

In an effort to address the administration's concerns, the United Nations has released a new "outcome document," stripped of all language deemed offensive or controversial. Yet we face the sad reality that our president, the first African-American to lead this country, who has

galvanized hope among victims of injustice around the world and encouraged them to stand up with dignity for their rights, has yet to indicate if he will send an official delegation or continue to abstain from the entire process.

Our historical struggle against racism can claim great progress as a legacy of the civil rights movement led by the likes of Fanny Lou Hamer and Dr. Martin Luther King Jr., but this 2009 review of the 2001 Durban conference against racism should still be a moment in which the administration of President Obama returns to the world stage to join deliberations aimed at making even further progress against injustice.

For twenty years, Congressman John Conyers, dean of the Congressional Black Caucus, has annually introduced a bill urging the United States to form a commission to study whether reparations are an appropriate response to the continuing legacy of slavery in our country. Would not the Durban Review Conference be a perfect venue to the administration to support the remedies recommended by the global community of nations to overcome the impacts of racism, slavery, anti-Semitism, apartheid and other forms of discrimination ?

Would this United Nations conference not be exactly the right place for our new president to show the world that his administration's commitment to "change we can believe in" means rejecting our country's tarnished legacy of violating international law, undermining the United Nations and using American exceptionalism to justify walking away from the leadership responsibility many in the world expect of the United States ? To make that change clear, wouldn't this be a great opportunity to remind the world that even if the final document does not call out the name of every perpetrator government, the United States at least believes that every group of victims facing discrimination or worse based on their identity, especially the most vulnerable, and those who are stateless and thus in need of special attention by the international community, should be named and promised assistance ?

This should be a moment for the United States to rejoin the global struggle against racism, the struggle that the Bush administration so arrogantly abandoned. I hope President Obama will agree that the United States must participate with other nations in figuring out the tough issues of how to overcome racism and other forms of discrimination and intolerance, and how to provide repair to victims. Our country certainly has much to learn ; and maybe, for the first time in a long time, we have something by way of leadership to share with the rest of the world in continuing our long struggle to overcome.

Danny Glover is an actor/activist and chair of the TransAfrica Forum Board of Directors.

[1] The Nation est un hebdomadaire américain de gauche, fondé en 1865, au départ pour combattre l'esclavage. Dirigé par Katrina van den Heuvel, il compte au nombre de ses anciens rédacteurs Victor Navasky, Norman Thomas, Carey McWilliams, et Freda Kirchwey. Des contributeurs célèbres tels que Albert Einstein, Martin Luther King Jr., Gore Vidal, Hunter S. Thompson, James K. Galbraith, Langston Hughes, Ralph Nader, James Baldwin, Daniel Singer, I.F. Stone, John Steinbeck, Franklin D. Roosevelt, Léon Trotsky et Jean-Paul Sartre y ont écrit. Edward Said y a tenu une chronique de critique musicale pendant plusieurs années.

The Nation est le plus vieil hebdomadaire aux États-Unis. La maison de publication, The Nation Compagny, se situe au 33 Irving Place à New York. Ancré à gauche, son tirage a notamment augmenté depuis la guerre en Irak pour atteindre, en 2004, 184 000 exemplaires. Ce qui représente plus du double de son rival néolibéral The New Republic, et davantage que ceux de The Weekly Standard, hebdomadaire néoconservateur, et National Review, son pendant conservateur.

The Nation a des filiales à Budapest, Londres et en Afrique du Sud ainsi que des départements spécialisés dans l'architecture, les arts, les entreprises, la défense, l'environnement, le cinéma, le système judiciaire, la musique, la paix et le désarmement, la poésie et les nations unies.

[2] Voir un extrait de l'émission [Bworldconnection](#) de Brother Jimmy consacrée à cet évènement, en ligne sur le site éponyme.

[3] Voir son portrait sur le site de l'organisation [UNICEF](#)

[4] En 2007, le Venezuela lui a offert un financement de 18 millions de dollars pour son film sur Toussaint Louverture. Un film couteux parce que film d'époque. Mais plus que le coût du film c'est la portée symbolique, politique, idéologique et tout simplement humaine qui gêne aux entournures c'est à dire qui construit des obstacles à la réalisation de ce film. Un autre réalisateur avait voulu faire un portrait de Toussaint Louverture ; il s'agit du célèbre cinéaste soviétique Eisenstein (Cuirassé Potemkine). Le scénario était écrit, le découpage fait mais le projet a été abandonné faute de financements.

Toussaint Louverture, pour l'Occident, reste encore un personnage difficilement acceptable. On aurait préféré qu'il n'eut jamais existé ; de même qu'on aurait aussi préféré que Pétion n'eût jamais rencontré Bolivar. Pourquoi, serait-ce justement, ce nègre d'Haïti, ce Pétion qui devait croiser la route de Bolivar et lui apporter une aide grâce à laquelle ce Bolivar irait libéré une grande partie de l'Amérique du Sud ?

Bref, Toussaint, Dessalines, Christophe, Pétion et les autres héros d'Haïti sont considérés du point de vue des intérêts occidentaux comme des ennemis. Pour s'en convaincre, il suffit de penser à l'abominable film au nom plus qu'horrible "Royal Bonbon" commis par un réalisateur français M. C. Nezman sur le Roi Christophe. Une véritable insulte à la mémoire et à la vérité historique.

Le lien vers l'article original en anglais : sur le [site du guardian](#) (quotidien d'information britannique de référence)